

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.
 PÓLROZCZNIÉ..... 16 fr.
 ROCZNIÉ..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIÉ..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.
 SIX MOIS..... 16 fr.
 UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LA LETTONIE et LA POLOGNE

Un télégramme de Varsovie fait savoir que la Pologne n'est nullement disposée à précipiter une décision en ce qui concerne les offres de paix présentées par le gouvernement de Moscou.

Le gouvernement polonais, avant d'agir, entend être exactement fixé sur trois points : les conditions des Bolcheviks, les vues des Alliés, l'opinion du peuple polonais. La Diète de Varsovie sera saisie en dernier ressort. Il est certain, d'ores et déjà, qu'elle n'aura pas égard exclusivement aux intérêts propres et immédiats de la Pologne. Elle fera entrer en compte les sentiments de ses alliés occidentaux comme aussi les intérêts collectifs des pays placés en contact direct avec les Bolcheviks.

La Lettonie est au premier rang de ces pays. Elle a fait preuve, ces derniers mois, d'une énergie toute particulière au milieu des difficultés où elle s'est trouvée. Elle a chassé l'aventurier Avalov-Bermond et les Prussiens déguisés en Russes. Elle a résolument coopéré avec les Polonais contre les Bolcheviks. Elle a, grâce à cette coopération, libéré complètement son territoire national, et les Polonais se sont empressés de remettre en ses mains la place et le pays de Dwinsk, conquis en commun.

Aujourd'hui les Lettons, ayant atteint tous leurs objectifs, n'ont plus de raisons impérieuses de poursuivre la guerre. Ils ont même, tout au contraire, des raisons impérieuses de l'arrêter, comme leur ministre des affaires étrangères, M. Meierovitch, vient de le faire savoir, à notre consul à Riga.

Seulement, pas plus que les Polonais, ils ne songent à pratiquer une politique de courte vue et de gains immédiats. L'étroite collaboration politique et militaire des Polonais et des Lettons, qui a donné des résultats brillants, était commandée par des considérations d'ordre supérieur qui conservent aujourd'hui toute leur valeur.

A Varsovie comme à Riga, on se rend fort bien compte que les négociations avec le gouvernement des Soviets, selon toute probabilité, seront longues et laborieuses. Par sa position géographique même, la Lettonie est un facteur de tout premier ordre dans l'ensemble des affaires baltiques. Les Bolcheviks accepteraient difficilement que ce pays leur reste fermé. La Pologne, d'autre part, est intéressée au premier chef à ce que la voie de la Dwina demeure ouverte à tous les riverains parce que cette voie représente pour elle l'unique couloir d'accès à la Baltique après celui de la Vistule. En d'autres termes, il semble qu'en Lettonie doive se dérouler prochainement un nouvel épisode du vieux conflit polono-russe aux abords de la Baltique.

On voit à quel point, en cette question, les intérêts de la Pologne et de la Lettonie sont solidaires. De part et d'autre on en a le sentiment très net, et on ne l'oubliera pas quand les négociations viendront à s'engager avec le gouvernement de Moscou.

EN FACE DES BOLCHEVIKS

LA GUERRE OU LA PAIX?

Il y a six semaines, faisant une nouvelle pirouette, M. Lloyd George s'est écrié :

— Nous avons assez boudé les Bolcheviks ! ce sont des gens comme d'autres, après tout. Et ces gens-là ont du blé, du lin, du platine, toutes choses dont l'Angleterre a besoin. En achetant du blé russe qui ne sera pas cher, je ferai plaisir à mes redoutables travaillistes ; en achetant du lin et du platine, je donnerai l'occasion à mes capitalistes de s'enrichir davantage ; ainsi tout le monde sera content. Allons, messieurs les Alliés, traitons avec Lenine !

Le gouvernement esthonien qui n'est qu'un instrument aux mains du général Gough, représentant de l'Angleterre à Reval, fut lancé le premier, comme une sorte de voltigeur, dans cette voie nouvelle, des pourparlers bolchevistiques.

En même temps, un député travailliste, plus ou moins bolchevisant, du nom d'O'Grady, fut chargé de s'aboucher, à Copenhague, avec l'un des plus insolents coreligionnaires de Trotsky, l'illustre Finkenstein-Litvinof, sous le prétexte de traiter de la reddition des otages anglais restés en Russie.

— Les Soviets, pensait M. Lloyd George, ont suffisamment ruiné, détraqué, démembré la Russie, pour que l'Angleterre n'ait plus rien à en craindre. Nous pouvons traiter avec les Bolcheviks, qui sans cela nous menaceraient dans les Indes et ailleurs. Chers alliés, encore une fois, traitons !

— Permettez ! firent les alliés. Voilà quinze jours seulement que nous disions tous ensemble : nous ne traiterons pas avec les Soviets ! Permettez que nous nous reconnaissons dans votre nouveau jeu !

— Chers bons amis, vous me comprenez mal ! fit Lloyd George. Qui vous parle de traiter ? Je vous demande seulement, dans un but humanitaire, de secourir ce malheureux peuple russe tombé dans le dénûment le plus affreux. Il manque de tout, le peuple russe : locomotives de Birmingham, machines agricoles de Bradford, machines à tisser de Leeds, cotonnades de Manchester ; en échange de ces produits, il nous donnera son blé et de la sorte l'Europe centrale sera sauvée de la famine !

Donc, pas de politique ; mais du commerce, rien que du commerce. Est-ce que le commerce n'adoucit pas les mœurs ; n'est-il pas un facteur de civilisation, un *Kulturtrager*, comme disent ces infâmes boches. On l'a bien vu, en 1842, quand nous avons forcé à coups de canon l'entrée des ports chinois, où ces arriérés de Célestes se refusaient à recevoir nos cargaisons d'opium, sous prétexte que cette drogue abrutissait leur peuple !...

Aux généreuses propositions de M. Lloyd George la Pologne, la Finlande, la Lettonie, l'Ukraine

répondirent modestement, que sans désirer le platine (50.000 francs le kilo), l'or et les autres richesses de la Russie, elles désiraient moins encore le typhus et le bolchevisme, ces deux produits non moins fameux, de la république des Soviets.

— Si nous traitons avec les Soviets, disait la Pologne, nous reconnaitrons par là même leur « gouvernement ». Or quelles garanties d'avenir peut nous donner ce gouvernement ?

Si nous traitons, nous ouvrons nos frontières, non seulement aux pestilences qui nous viendront de Russie, mais aux produits, que nos alliés nous fournissent avec tant de peine et qui risquent de passer en Russie. Ces mêmes mercantis qui vendent en fraude nos produits alimentaires à l'Allemagne, vendront nos objets les plus précieux à leurs congénères de Russie.

Pour ces raisons, nous demandons à nos alliés de ne pas précipiter leurs pourparlers avec les Bolcheviks et de nous laisser le temps de nous adapter à la situation nouvelle.

— Du temps ! répliqua M. Lloyd George, nous n'en avons que trop perdu ! Faisons vivement la paix, et que la Pologne renonce dès maintenant à tout soutien matériel de la part de l'Angleterre !

**

C'est dans ces circonstances que se trouve la Pologne, après une année de guerre, au cours de laquelle elle a repoussé les Bolcheviks de 500 kilomètres, empêché leur collusion évidente avec l'Allemagne, et sauvé l'Europe centrale de l'anarchie soviétique.

La paix ? Nul ne la désire davantage que le peuple polonais qui depuis cinq ans et demi se trouve accablé par la plus cruelle des guerres qui ait jamais ravagé son territoire. Les Polonais désirent la paix, mais comme l'a dit le président du Conseil, M. Skulski, ni le pays, ni le gouvernement ne peuvent vouloir d'une paix qui serait préjudiciable aux intérêts de la nation.

Le point de vue de M. Lloyd George ne saurait être celui de la Pologne, ni celui de la France, ni celui de l'Italie.

Les buts de guerre de M. Lloyd George sont atteints. La flotte allemande est noyée à Scapa-Flow et ses débris sont aux mains des Alliés, surtout de l'Angleterre. Les colonies allemandes n'appartiennent plus à l'Allemagne et l'Angleterre s'est assurée la voie libre du Cap au Caire. Le commerce allemand est fortement handicapé par le commerce anglais sur tous les marchés du monde. Que demander de plus ?

Certes, sur le continent, l'Allemagne n'est pas réduite, elle demeure au contraire l'Etat le plus puissant et le plus militarisé de l'Europe. Elle donne encore des inquiétudes à ses voisins ; mais cela n'est pas mauvais pour M. Lloyd George. Il

est bon au contraire que l'Europe continentale soit divisée; l'Europe insulaire n'en sera que plus puissante.

Entre la France victorieuse, l'Italie victorieuse et la Pologne restaurée dans son ancienne grandeur, l'Allemagne à vrai dire serait bien empêchée.

L'union des Alliés continentaux imposerait sa politique à l'Europe et à l'Allemagne en particulier, et de plus elle contre-balancerait l'omnipotence du cabinet britannique. C'est ce que redoute M. Lloyd George. Toute sa politique depuis un an vise à l'affaiblissement de la Pologne et à la méfiance entre alliés.

En refusant Dantzig aux Polonais, puis la Galicie Orientale, puis la possession immédiate de la Haute-Silésie, il a manifesté la crainte que lui inspire une Pologne forte.

En soutenant aujourd'hui le pseudo-gouvernement lithuanien; en incitant l'Esthonie à une paix précipitée; en ruinant les bons effets de la conférence d'Helsingfors, où les pays baltes

avaient scellé leur entente cordiale avec la Pologne, M. Lloyd George poursuit encore cette politique d'affaiblissement de l'Etat polonais reconstitué.

Dans ces conjonctures, il faut se féliciter de ce que le gouvernement de Varsovie, la Diète de Pologne, l'armée et la nation polonaises, restant unis dans une mutuelle confiance, et manifestant le sentiment bien net des intérêts de la patrie, ne se hâtent point d'obéir aux suggestions d'un pacifisme intéressé; mais qu'ils exigent tout d'abord des Bolcheviks, les garanties militaires les plus sérieuses, puisque les Soviets ne peuvent leur donner de garanties politiques vraiment stables.

Quand les troupes bolchevistes se seront retirées du territoire historique de la Pologne, le gouvernement de Lenine aura donné la preuve de son esprit pacifique; alors la Pologne pourra traiter avec lui.

GEORGES BIENAÏMÉ.

A DANTZIG

L'évacuation de la ville par les troupes allemandes et leur remplacement par des détachements de marine et d'infanterie britannique ont eu lieu sans incident. Sir Reginald Tower, le haut-commissaire de l'Entente, a été harangué, à l'entrée de la ville, par le bourgmestre Sahn. Celui-ci, qui figure, il ne faut pas l'oublier, sur la liste des coupables, s'est plaint de la situation qu'a causée la séparation de la ville libre et du Reich.

Sir Reginald Tower a répondu en allemand. Il a déclaré qu'il vient à Dantzig comme représentant des puissances alliées afin d'assurer à titre provisoire l'administration de la ville. C'est dans ce caractère qu'il va participer aux pourparlers ayant pour but de régler les rapports de la ville libre avec la République de Pologne ainsi qu'à l'élaboration de la constitution dantzigoise.

Contrairement à l'avis du bourgmestre, le haut-commissaire estime que le rétablissement de Dantzig comme ville libre unie à la Pologne ouvre pour les habitants un brillant avenir, fait d'activité et de bien-être.

Ensuite, sir Reginald Tower a annoncé que la monnaie allemande sera maintenue sur le marché de Dantzig. Vu l'importance que va prendre le marché dantzigois, on peut s'attendre à ce que cette mesure influence le change en faveur du mark allemand qui, partout ailleurs, manifeste une tendance vers la baisse.

— La Pologne sur la Baltique.

La Pologne vit actuellement un moment solennel. Le 10 février, notamment, l'Etat polonais est rentré, après 150 ans d'intervalle, en possession du littoral baltique à l'ouest de Dantzig. Toute la presse consacre à cet événement de longs articles, tandis que les municipalités et les diètes régionales votent des crédits importants pour la création d'un port polonais faisant pendant à Dantzig. La « Gazeta Poranna » souligne l'importance de la Vistule qui traverse de part en part tout le territoire de la République. Une telle voie de navigation, disposant d'une situation géographique exceptionnelle, n'existe que dans peu de pays au monde.

« Quand nous aurons, enfin, un accès à notre mer — continue le journal de Varsovie — avec notre pétrole, notre benzine des Carpathes, le bois et la résine de Bialowieza et de Polésie, nous apparaitrons sur le marché mondial comme détenteurs des matières premières dont aucun pays ne peut se passer.

« C'est seulement alors que nous pourrions non seulement résoudre la question de notre

ravitaillement, mais aussi entreprendre la mise en mouvement de notre industrie et la reconstitution des régions dévastées. »

On mande de Dantzig au *Berliner Tageblatt* : Le Conseil municipal de Dantzig a présenté à sir Reginald Tower, haut commissaire de l'Entente, une protestation contre la présence du nom de M. Sahn, bourgmestre de la ville libre, dans la liste des coupables réclamés par les Alliés. La protestation affirme que la ville libre de Dantzig, ne faisant plus partie de l'Allemagne, M. Sahn n'est plus Allemand et, partant, son extradition ne peut pas être demandée.

(M. Sahn fut, lors de l'occupation allemande en Pologne, chef de la police allemande à Varsovie. Il figure sur la liste des coupables (N° 50) sous l'inculpation de pillage et d'extorsion organisés.)

LES POLONAIS EN PODOLIE

On mande de Ploskirov-en-Podolie : Après avoir enduré les horreurs de l'occupation bolcheviste, des « pogroms » juifs et du chaos de l'administration ukrainienne, notre ville a enfin respiré après l'arrivée des troupes polonaises. Le 25 janvier, le nouveau préfet, M. Iwanicki, a pris la direction des services civils. Son appel à la population, annonçant la protection et les droits égaux à tous, sans différence de classes et de races, a été accueilli avec la plus vive satisfaction.

Au cours d'un banquet offert en l'honneur du préfet, un notable russe a prononcé un discours caractéristique dans lequel il a déclaré qu'après les 13 autorités qui ont, à tour de rôle, saccagé le pays, la quatorzième autorité polonaise est enfin venue, présentant toutes les garanties d'ordre et d'équité nécessaires à la pacification du pays et à la reprise du travail.

On a également remarqué la déclaration du représentant de la communauté juive. Il a rappelé, notamment, que la Pologne, au XIV^e siècle, a accordé sa protection aux juifs pourchassés dans tous les autres pays de l'Europe; c'est pourquoi il salue les autorités polonaises qui protègent les faibles et les opprimés et qui ont toujours donné l'exemple de la tolérance et de la magnanimité. Ce discours est d'autant plus significatif que la presse des deux mondes a prêté beaucoup d'attention aux prétendus « pogroms » en Pologne et a passé sous silence les authentiques pogroms d'Ukraine, dont 100.000 Juifs ont été victimes (à Ploskirov, seul, on a dénombré 5.000 tués).

Les autorités polonaises auront en Podolie

une tâche très difficile à remplir. Tout le pays, en effet, est plongé dans l'anarchie; toute notion du droit a disparu, les assises morales de la société ont été détruites. La population paysanne, travaillée par la propagande bolcheviste, se tient sur l'expectative; des bandes d'assassins et de pillards sillonnent les régions du sud qui, de nouveau, méritent leur ancienne appellation de « champs sauvages »...

Le syndicat d'agriculteurs polonais des trois districts de Podolie a pris, le premier, l'initiative de l'organisation de la production. Sans attendre les suites de la réforme agraire, on a décidé de mettre en valeur les terrains en friche et d'entreprendre une culture intensive. On a décidé également de créer des corporations de production et de consommation afin de canaliser le commerce et de mettre fin au terrible fléau de la spéculation.

L'opinion la plus répandue est que l'Ukraine ne pourra se relever que grâce au secours de la Pologne, car l'élément polonais est le seul qui soit capable de construire, de créer et d'organiser.

L. B.

BULLETIN

— Des polonais mettent fin à la spéculation en Prusse Occidentale.

La *Tägliche Rundschau* publie une correspondance de Bydgoszcz où tout en se plaignant du « chauvinisme polonais », on constate la parfaite discipline des troupes polonaises, et où se trouve le passage très significatif : « On a fusillé quelque part en Pologne un millionnaire qui accaparait des denrées alimentaires. Nos gros accapareurs tremblent puisque nous voici polonais; ils se sont terrés, on ne les voit plus... Les petits mercantis filent un mauvais coton et sont bien près de disparaître à leur tour. Au marché, ce sont des agents de la police polonaise qui vendent à des prix fort raisonnables ce que les paysans ont apporté et ils emmènent à l'occasion le boutiquier qui a dépassé le prix maximum. Les ménagères sont enchantées de ces nouveaux marchands au col rouge, si aimables — et qui font baisser les prix. Le gouvernement allemand pourrait apprendre ici quelque chose... »

— Il n'y a pas de peste en Podolie.

Les bruits qu'on sème depuis quelque temps, avec une singulière insistance, prétendant que la peste règne dans les environs de Kamieniec-Podolski ne sont nullement justifiés. Afin de constater le véritable état de choses et d'identifier la maladie contagieuse qu'on soupçonnait être la peste bubonique, une commission médicale fut déléguée, ayant à sa tête le docteur Krzeminski, président de la commission sanitaire du front de Podolie, assisté du docteur Batko, qui fut pendant longtemps chef de la section internationale pour la lutte contre la peste à Suez. La commission a constaté qu'il n'y a pas eu de cas suspects ni avant son arrivée, ni pendant son séjour et ceci aussi bien dans les environs immédiats de Kamieniec, que dans les autres régions de la Podolie.

— En Ukraine.

Dans toute l'Ukraine règne l'anarchie et triomphe le terrorisme de diverses bandes. Faute de toute autorité, plusieurs districts, villes et jusqu'aux villages sont, de fait, indépendants. Dans le peuple est répandue une amère désillusion, parce que les réformes agraires, promises tant de fois, ne furent pas exécutées. La cherté de la vie est devenue inouïe et les prix ont atteint un taux inconnu ailleurs. Le voyage de Kiev jusqu'au front, par exemple, coûte 20.000 roubles (du tsar !). Le nouveau papier-monnaie n'a plus aucune valeur d'échange et c'est le troc qui fait florès. On donne par exemple une montre en or pour quelques kilos de farine; à Kiev, on payait jusqu'à 16.000 roubles un « poud » (16 kilos environ) de farine blanche.

La cause principale de la défaite de Denikine fut la défection des troupes ukrainiennes, qui sont passées aux Bolcheviks, et leur attaque sur les derrières des volontaires. Il paraît que le fait eut lieu dans les environs de Berdyczow. La ville elle-même a été si bien bombardée par Denikine, qu'il n'en reste que des débris et sa population israélite fut massacrée presque jusqu'au dernier.

— Lutte financière entre l'Allemagne et la Pologne.

Les difficultés économiques ne sont pas près d'être finies entre la Pologne et l'Allemagne. Ce qui se répète le plus souvent, ce sont des plaintes concernant le change. Le gouvernement polonais ayant déclaré le mark polonais comme seule monnaie légale dans les pays nouvellement réunis à la Pologne, le président de l'« Union des Industriels allemands » invite les industriels allemands à ne livrer des marchandises pour la Pologne, y compris les régions récemment réunies à la République, que contre des paiements d'avance en marks allemands, et exprime l'espoir qu'aucun industriel allemand ne faillira à la solidarité nationale.

— La Pologne occidentale.

La Pologne recouvrera, dans les marches de l'Ouest, environ 5 millions d'habitants, dont 2 millions d'Allemands.

Le territoire de Poznan, non compris les parties attribuées à l'Allemagne, compte 1.955.000 habitants dont 1.264.000 Polonais et 691.000 Allemands.

Les parties de la Posnanie et de la Prusse occidentale incorporées à la Pologne ont été reconnues comme lui appartenant sans conteste. Elles ont 2.930.000 habitants dont 1.795.000 Polonais et 1.135.000 Allemands.

La Haute-Silésie, où aura lieu le plébiscite, a, selon les calculs de la coalition, 1.855.000 habitants, dont 1.240.000 Polonais et 615.000 Allemands. La partie de la Prusse Orientale soumise au plébiscite compte 157.000 habitants dont 112.000 Allemands et 45.000 Polonais. Dantzig avec la banlieue a 281.000 habitants dont 269.000 Allemands et 12.000 Polonais. De cette manière la Pologne recouvre en Posnanie, en Prusse occidentale et dans Dantzig, ville libre, 3.214.000 habitants; en Silésie, en Mazourie, en Prusse orientale, à l'est de la Vistule, — si le plébiscite est en sa faveur, — 2.602.000 hommes : ensemble 5.816.000 habitants.

— Les espoirs ukrainiens.

Les milieux ukrainiens attachent une extrême importance à l'audience que le Président de la République, M. Deschanel, a accordée au comte Tyszkiewicz, délégué d'Ukraine. Les journaux ukrainiens de Lwow précisent que, d'après des informations reçues de Paris, la France aurait décidé de reconnaître l'indépendance de la République d'Ukraine.

— En Bukovine.

Les autorités roumaines ont dissous le Conseil National Ukrainien en Bukovine; il entretenait des relations suivies avec la Tchéco-Slovaquie et formait auprès de l'armée tchéco-slovaque, la Tchéco-Slovaquie aidant des détachements ukrainiens dans le but de conquérir l'indépendance de la Galicie Orientale et de la Bukovine.

— La province de Vilno pour le rattachement à la Pologne.

Le congrès des délégués des conseils populaires de la province de Vilno vient de réitérer, d'une façon pressante, sa volonté de voir le pays de Vilno rattaché à la République polonaise.

Le congrès exprime l'espoir que tous les territoires récemment libérés du joug bolcheviste, grâce à l'héroïsme de l'armée polonaise, pourront rentrer dans le giron de leur mère patrie polonaise et y poursuivre leur évolution conformément à la règle traditionnelle de la politique polonaise : « Tous libres et égaux ».

— Une manœuvre allemande.

On voit se dessiner une curieuse manœuvre allemande. Préoccupée du sort de la Haute-Silésie et de ses gisements de houille, la presse allemande s'efforce de mettre à profit la crise de charbon, si sensible actuellement en France et, en même temps, de semer la discorde entre la France et la Grande-Bretagne pour le plus grand profit de l'Allemagne et aux dépens de la Pologne. La *Vossische Zeitung* expose ainsi la question : La Haute-Silésie a produit, en 1913, du charbon pour 940 millions de marks; elle a assez de houille pour continuer cette production pendant 1600 ans; elle peut donc facilement

fournir de charbon les pays du continent européen qui n'en produisent pas assez, comme par exemple la France. Or, si la Silésie est constituée en Etat indépendant, comme on l'a proposé, elle tombera complètement sous l'influence britannique, ne sera à vrai dire qu'une colonie de la Grande-Bretagne qui, par ce fait, deviendra maîtresse absolue du marché et unique fournisseur de charbon à la France.

Si la Haute-Silésie est attribuée à la Pologne, la production ne peut que baisser. La *Vossische Zeitung* n'apporte pas de preuve à l'appui de cette étrange assertion — et pour cause. L'important, c'est d'arriver à la conclusion; il est dans l'intérêt de la France que la Haute-Silésie reste à l'Allemagne.

Pour ne rien dire de l'impudence de ces insinuations — la France ayant, avec tous les Alliés, laissé la parole au plébiscite — que penser de cet « intérêt » qu'aurait la France à attribuer la Haute-Silésie et ses richesses minières à l'Allemagne, qui ne cache pas sa haine, qui fait tout ce qu'elle peut pour ne pas désarmer, comme l'oblige le traité ? Etrange « intérêt » à donner une arme industrielle aussi puissante — et arme de guerre à l'occasion — à l'ennemi d'hier, qui le redeviendra dès qu'il le pourra !

— Amitié Polono-Roumaine.

On mande de Kolosvar (Transylvanie) que lors de l'inauguration d'une université roumaine dans cette ville, M. Casimir Morawski, chargé d'affaires polonais, a prononcé un chaleureux discours qui a été particulièrement applaudi. M. Manin, le président du Conseil régional, a répondu en soulignant l'amitié traditionnelle qui unissait, de tous temps, la Roumanie à la Pologne.

LA POLOGNE ET LA NORVÈGE

Le 12 février a eu lieu la remise des lettres de créance par le premier envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Norvège, M. Eyde.

M. Eyde et le secrétaire de légation, Danielsen, arrivés avec le cérémonial d'usage, au palais du Belvédère, y furent reçus par le Chef de l'Etat entouré des ministres et de ses aides de camp. M. Eyde exprima dans un discours prononcé en français sa joie de voir la Norvège nouer des relations diplomatiques avec la Pologne dont la longue lutte pour l'indépendance a provoqué en Norvège une si grande admiration. Il espère que les relations aussi bien politiques qu'économiques deviendront sous peu de plus en plus étroites entre les deux pays pour leur grand bien. Outre les intérêts scientifiques, économiques et artistiques, les deux peuples sont rapprochés par le même régime démocratique, qui leur assurera dans le nouvel ordre du monde la place qui leur est due. Ce que les Norvégiens admirent le plus, c'est cet amour de la patrie, si haut et si noble, qui fait que les Polonais avancent toujours sur la voie du progrès fermement résolus de créer, par un travail tenace et pacifique, une Pologne grande et unie, qui va exercer son influence sur la vie économique et intellectuelle du monde entier.

Dans sa réponse, le Chef de l'Etat souligne avant tout le même amour du droit et de la liberté qui anime les deux peuples. Ces sentiments unis aux intérêts communs leur faciliteront leur collaboration à la renaissance du travail et de la vie. L'accès à la mer, rendu à la Pologne, servira à établir des relations cordiales et permanentes qui vont aider au développement et à la prospérité des deux pays. Il faut remarquer que ces paroles du chef d'Etat Pilsudski ne sont pas que de pures formules diplomatiques : La Pologne veut nouer des relations de bonne et durable

amitié avec les riverains de la Baltique, ce qui d'ailleurs, n'est qu'une conséquence naturelle de la situation géographique de ces pays.

VERS L'ENTENTE POLONO-RUSSE

Quelques éminents écrivains et publicistes russes, faisant route pour Paris, viennent d'arriver à Minsk. A leur tête se trouvent MM. Merejkovskij et Filosofof. Ce dernier, interviewé par un représentant d'une feuille russe locale, le « Minsky Courier », au sujet des futures relations entre la Russie et la Pologne, s'est élevé, en termes énergiques, contre ceux de ses compatriotes qui s'obstinent toujours à vouloir ramener, sous le joug russe, les peuples allogènes libérés :

« Notre patrie, notre mère — a déclaré M. Filosofof — est terrassée par une maladie mortelle. Je ne comprends pas l'état d'esprit de ceux de ses enfants qui la regardent mourir en refusant de sacrifier quoi que ce soit à son salut. Quant à moi, je suis assuré que nous ne sauverons la Russie qu'au prix de lourds sacrifices et de concessions matérielles et territoriales.

« C'est pourquoi nous envisageons sans effroi le rétablissement de la Pologne dans ses anciennes limites historiques. Le plus important pour nous ce n'est pas la question de frontières, mais la question d'une alliance russo-polonaise cordiale et durable... »

« Si la nouvelle Pologne — a continué M. Filosofof — était obligée, conformément aux vœux de M. Sazonof, de se confiner dans d'étroites limites ethnographiques, elle en concevrait de la rancune et de la haine contre la Russie — et ce serait, pour les deux nations, un préjudice considérable. » M. Filosofof a déclaré ensuite qu'il se propose de visiter Varsovie pour y voir de ses yeux un des phénomènes les plus admirables qui soient au monde : La résurrection d'un grand Etat.

Les Conditions de paix de la Pologne

A propos des conditions auxquelles la Pologne accepterait la cessation des hostilités avec les troupes des Soviets, un journal du soir a reçu de son correspondant particulier une information d'après laquelle la Diète de Varsovie aurait pris nettement position sur le point suivant : « La Russie retirera ses troupes au delà des frontières de 1772 et le terrain abandonné restera sphère d'intérêts polonais. »

Ces termes ne correspondent manifestement pas à la situation telle que l'envisagent les milieux dirigeants de Pologne. Il n'est aucunement dans leurs vues de se réserver une « sphère d'intérêts ». Par contre, nous croyons savoir :

1° Que la Pologne entend demander à la Russie une renonciation expresse à ses droits sur les territoires en cause en tant que ces droits ont été acquis par le fait des partages de l'ancienne République ;

2° Que la Pologne entend proposer que l'on octroie aux populations de ces territoires la pleine liberté de fixer elles-mêmes de leur sort, c'est-à-dire soit de former des Etats nouveaux, soit de s'attacher à tel ou tel des Etats voisins ;

3° Que la Pologne est disposée à demander aux Bolchevicks de retirer leurs troupes au delà du Dnieper seulement dans le cas où les négociations de paix devraient se prolonger, et à titre de pure et simple précaution militaire, étant donné les menaces réitérées d'une grande offensive prochaine et l'insistance avec laquelle les journaux allemands

et des agitateurs tels que Radek évoquent les perspectives d'une alliance germano-bolchevique.

Nous rappellerons, au surplus, que les dirigeants polonais recherchent spontanément toutes les garanties qui assureront la loyauté et la stabilité de leurs accords éventuels avec les Russes. D'une part, avant même d'entamer sérieusement les négociations, ils soumettront aux Alliés un projet d'ensemble concernant l'avenir politique de tous les pays placés entre la Baltique et la Mer Noire. D'autre part, se faisant peu d'illusions sur la bonne foi de la partie adverse et sur la solidité du régime actuel, on considère à Varsovie comme une condition capitale que le gouvernement de Moscou prenne l'engagement de procéder à l'élection d'une Constituante qui devra ratifier le traité à conclure.

AUTOUR DU BOLCHEVISME

— Le Chef d'Etat Pilsudski envisage l'avenir avec confiance.

Le correspondant du « Times » a eu avec M. Pilsudski une interview au cours de laquelle ce dernier lui a fait d'importantes déclarations sur la situation actuelle. Sans donner de détails sur les pourparlers de paix au sujet desquels il est tenu de garder le secret le plus absolu, le Chef d'Etat a exprimé la confiance la plus complète sur l'issue de la guerre que mène la Pologne contre les Bolcheviks. « Le soldat polonais, a-t-il déclaré, est sensiblement supérieur au soldat bolchevik. Si même les rouges, grâce à leur supériorité numérique, arrivaient à remporter quelques avantages, cela serait un succès purement passager. Nous aurons toujours raison d'eux finalement. D'après moi, il est impossible d'admettre que les Polonais puissent être défaits dans cette guerre. Nous ne pouvons pas la perdre. »

— La paix sera négociée à Varsovie.

Le *Taegliche Rundschau* apprend d'une source suédoise qu'une nouvelle Conférence de Paix va être convoquée à Varsovie pour négocier la paix de l'Europe Orientale. Le journal allemand prétend que les experts de la question russe et les représentants des Etats intéressés ont été invités à se rendre à Varsovie.

— Déclarations de Radek.

Les journaux publient des détails supplémentaires sur les déclarations qu'a faites Radek au cours de son séjour en Pologne, il y a de cela quelques semaines. Le meneur bolcheviste a affirmé qu'il avait été envoyé en Pologne afin de se rendre compte sur place de la situation. Avant de faire à la Pologne des propositions de paix, Lénine tenait à avoir des renseignements précis sur l'état des esprits. C'est pour quérir ces enseignements qu'il y a envoyé Radek.

« Les Bolcheviks, a déclaré ce dernier, ne sont pas exactement au courant de la situation en Pologne. Je l'ai trouvée bien plus satisfaisante qu'on ne le suppose à Moscou. »

— Les méfaits de l'invasion bolcheviste.

Le colonel C. H. Halliday, chef de la section sanitaire de la Croix-Rouge américaine, vient de visiter le front polonais sur la Dvina où il a étudié les conditions de la vie des régions récemment libérées de l'occupation bolcheviste. Dans son rapport, le colonel Halliday rend un hommage ému au courage et à la ténacité du soldat polonais qui ne s'est pas laissé abattre par les cruelles épreuves de la guerre. L'occupation bolcheviste a entraîné, dans la région de Dvinsk, une misère épouvantable, dont la population sort décimée. Les épidémies et la famine ont fait des milliers de victimes, surtout parmi les

enfants. « Depuis que les Polonais sont à Minsk — a déclaré le colonel Halliday — on y remarque une amélioration notable ; cependant, la misère y est encore très grande. » La Croix-Rouge américaine a voté l'envoi d'une expédition de secours à Dvinsk.

— Les communistes polonais à Moscou.

Varsovie, le 23 février. — Le journal « Przeglynd Wieczorny » apprend qu'au cours de la dernière séance au Comité Central des Soviets, tenue sous la présidence de Lénine, le chef des communistes polonais à Moscou, le Dr. Marchlewski, a fait la déclaration suivante : Les communistes polonais protestent contre l'accusation de vouloir engager les Soviets dans une guerre contre la Pologne. Cette accusation est dénuée de fondement. Les communistes polonais sont solidaires avec la politique des Soviets dont le but principal est la conclusion de la paix.

— On dément les bruits d'un armistice entre Lettons et Bolcheviks.

Le *Kurjer Poranny* apprend que les bruits répandus récemment dans la presse comme quoi la Lettonie aurait conclu un armistice avec les Bolcheviks et serait à la veille de signer la paix sont inexacts. Le ministre des affaires étrangères de Lettonie a encore tout récemment déclaré que les pourparlers de paix ne seraient engagés par la Lettonie qu'en complet accord avec la Pologne et avec approbation de l'Entente.

ÉCHOS

— Pas d'ambassade en Pologne.

Le *Journal Officiel* du 24 février nous apporte la nouvelle de la nomination de M. de Panafieu, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Varsovie.

Nous manquons de détails concernant la carrière diplomatique de M. de Panafieu, aussi ne nous reste-t-il qu'à lui accorder tout notre crédit en attendant de le voir à l'œuvre. Nous ne cessons pas, cependant, de regretter le départ de M. Pralon.

— Concerts de Wanda Landowska.

Nous rappelons à nos lecteurs que la célèbre pianiste et claveciniste polonaise, Mme Wanda Landowska donnera un récital le 4 mars à la salle Pleyel.

— Le retour en France du Général Massenet.

Le Général Massenet, un des plus vaillants et des plus estimés chefs de l'Armée polonaise qui a été formée en France, vient de quitter définitivement la Pologne. C'est une très grande perte pour notre armée. Il est regrettable que le Général Massenet ne soit pas resté plus longtemps en Pologne, car son influence aurait pu très heureusement s'exercer sur l'organisation et le développement militaire de la jeune République.

— Monsieur Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte, Russie.

La Presse polonaise nous apprend qu'une institution scientifique de Varsovie a reçu une lettre de M. Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte, à Paris, éditeur des publications du Ministère de l'Instruction Publique dont l'enveloppe était rédigée comme suit :

« Monsieur... (prénom et nom), Président, etc... Varsovie, Russie. »

Quand saura-t-on que Varsovie est la capitale de la République polonaise si on ne le sait maintenant que la Pologne est à l'ordre du jour... ?

Un peu plus d'instruction ne nuirait vraiment pas, surtout à ceux qui ont le privilège de se recommander du Ministère de l'Instruction Publique.

Chronique financière

La semaine qui vient de s'écouler a été orageuse. La violente hausse du franc, suivie, hélas, de très près, par une non moins brusque détente, a déconcerté la spéculation et imprimé aux valeurs dirigeantes des fluctuations considérables dans les deux sens. Ces moments-là sont toujours les plus néfastes pour les spéculateurs de deuxième plan, car il arrive fréquemment, pour

ne pas dire toujours, que surpris tout à coup par un mouvement de cours, contraire à leur prévision, ils se hâtent de liquider, même avec perte, leur position pour se retourner dans un sens inverse ; le lendemain, constatant à nouveau leur erreur, ils recommencent. Et ils continuent à perdre. C'est ce qu'on appelle dans le langage boursier recevoir la tape des deux côtés. Et voilà compromis le bénéfice de plusieurs mois ! Les spéculateurs avisés et prudents, ou bien mettent à profit les bas cours provoqués par la bourrasque pour prendre ou augmenter leur position, attendant tranquillement la première éclaircie — qui vient toujours après chaque orage, ou bien lorsqu'ils sont suffisamment chargés, se contentent d'observer placidement l'affolement de joueurs imprudemment engagés au-dessus de leurs forces. La Bourse ne raisonne que rarement ; elle obéit surtout à des sentiments, qui sont d'ordre les plus divers. Lorsque les changes étrangers montaient, tout le monde, ou presque, prévoyait la Livre Sterling à 50, le dollar à 20. Il a suffi d'un arrêt dans le mouvement ascensionnel pour que les mêmes détracteurs du franc changent leur fusil d'épaule et disent à qui voulait les entendre leur conviction de voir à bref délai le retour aux cours normaux. Ils exagéraient dans les deux cas. La brusque détente des devises étrangères n'était motivée par aucun fait économique et ne pouvait malheureusement pas avoir de lendemain. En effet, le principal espoir était basé sur les souscriptions de l'étranger au nouvel Emprunt. En admettant même — ce qui n'est pas absolument sûr — que l'étranger se décide à souscrire, il le fera avec les francs français achetés par lui, en spéculation, depuis l'armistice ; la hausse attendue ne s'étant pas produite, les billets français se sont amoncelés dans les Banques suisses, hollandaises, suédoises et anglaises et leur emploi dans le nouvel Emprunt est tout indiqué, sans qu'il soit besoin, pour cela, d'acheter du chèque sur Paris, par conséquent l'effet de cette transaction sur le change est inopérant.

La Livre est revenue à 48, le dollar à 14,50 ; les autres changes sont à l'avenant.

Les valeurs étrangères, sur lesquelles la spéculation s'était donné libre cours depuis plusieurs semaines, ont subi la répercussion de la danse des changes.

La *Mexican Eagle*, après être montée à 630, est redescendue à 560 et a rebondi en dernier lieu à 600. La *Shell* vaut 650 et le dixième *Royal Dutch* 4.550. Ces excellents titres ne sont pas responsables des fluctuations désordonnées que leur imprime la spéculation affolée. Ils reverront tous les trois des cours très supérieurs quelque soit le sort des changes.

Les mines d'or ont baissé dans des proportions notables. Cependant les valeurs mexicaines du même groupe sont fermes et actives. La *Mexican El oro* se distingue par sa vigueur à 390 ; ce titre est susceptible d'une hausse rapide et considérable.

Les valeurs polonaises continuent leur mouvement de hausse. Les *Charbonnages de Sosnowice*, la *Czeladz*, la *Dombrowa*, la *Huta Bankowa* se présentent en plus-value notable.

La spéculation se rend parfaitement compte de l'énorme parti que l'industrie polonaise ne manquera pas de tirer de la conclusion de la paix avec la Russie.

PAUL LANDOWSKI.

Plusieurs numéros de POLONIA ont été adressés comme spécimens aux amis de la Pologne. Vu que nous désirons régler le tirage pour éviter l'interruption du service de la revue POLONIA, nous prions ceux qui ne se sont pas encore abonnés de vouloir bien nous adresser leur souscription par retour du courrier.

MEMENTO

Wojna czy pokój ?

Nato zapytanie, cała Ziemia polska odpowiada zasadniczo: pokój, pokój, pokój...

Polska chce pokoju, nie chce wojny z Rosją, nie myśli iść do Moskwy i nie ma żadnego celu narzucania się Rosji w roli rozjemcy lub zaprowadzającego taki lub inny ład wewnętrzny bojownika.

Te przekonania podzielają w Polsce wszyscy bez wyjątku... Różnice zachodzą dopiero, gdy następuje kwestja formy zawarcia tego pokoju. I wówczas następuje drugie zapytanie, zapytanie bodaj donioślejsze... « Co lepsze, pokój czy wojna ? Pokój z dyktatorami dzisiejszej Rosji czy wojna ? Wojna otwarta, orężna czy może straszniejsza, cięższa wojna podczas pokoju z propagandą bolszewicką, z rewolucją, wspieraną z zewnątrz, a potem może wojna otwarta z żywiołami, które przyjdą znów do władzy i podepczą jeden traktat pokojowy więcej ? »...

Bolszewizm uległ przewartościowaniu... Bolszewizm wstąpił na drogę uprawiania zmiany prawa własności. Wczorajsi nędzarze wyrosli na dygnitarzy, dygnitarze wczorajsi są tylko nędzarami... Utopja ideowa stała się piedestałem jednostek. Wszystko wraca do ładu, do porządku w Rosji. Jakoż widzimy, że generałowie i dostojnicy caratu w rodzaju Brusilowa, Ewerta, Iwanowa, Czeremisowa prowadzą i dowodzą zastępami bolszewickimi ! Poliwanow, minister wojny z roku 1915, jest tych zastępów administratorem !... Tysiące oficerów wczorajszego systemu państwowego chodzi w bolszewickich barwach... Armja Lenina i Trockiego już nie jest armją, rządzona przez rady żołnierskie ; karność i dyscyplina tej armji przeszła czasy Mikołaja pierwszego... A jest to też sama armja, która wypowiedziała Romanowym posłuszeństwo, która rzuciła się w św odmet rewolucji, aby z niej wyjść jeszcze bardziej, niż przedtem, zakutą w kajdany ślepego posłuszeństwa...

Gdzie będzie kres wierności takich ludzi, jak Ewert, jak Brusilow, jak Poliwanow, jak zgraja najmitów niemieckich, jak ukrytych wyznawców cara i jednowładztwa ? Czy toż samo żołdactwo nie zwróci się przeciw tym, którzy je wiedli do rewolucji ? Jakie gwarancje może dać Polsce Rosja sowiecka, Rosja bez jutra, Rosja będąca znów, w tragicznych swych dziejach, na nowym przełomie ?

Te są zagadnienia, dręczące wszystkich polskich mężów stanu. Zagadnienia te znajdują dosadne potwierdzenie w pewnych przeblaskach polityki mocarstw europejskich, które łączą, może nie bez racji, nawiązanie stosunków « handlowych » z myślą, że wczorajszy Koleczak, Denikin lub Judenicz będzie się jutro nazywał Poliwanowem, Brusilowem, Iwanowem czy Ewertem...

A ponieważ mocarstwom europejskim nie o ideały międzynarodowego ładu idzie, lecz tylko i z obowiązku o interes własnego państwa, o własnego narodu zysk, przeto z tych przeblasków ich myśli politycznej Polska winna dla siebie wyciągnąć doniosłe wskazówki. Powinna, dwakroć jeszcze silniej zastanawiać się, z kim pokój zawiera... Bo jeżeli zawarcie pokoju z Rosją jest jaknajbardziej wskazanem, to jednak trzeba wiedzieć i przewidzieć, gdzie jest ta prawdziwa Rosja, ta Rosja jutrzejsza, ta Rosja władna i zdolna do dotrzymania, zaciągniętych zobowiązań, ta Rosja, na objawienie się której czekają mocarstwa europejskie.

Wac. Gąs.

RZECZPOSPOLITA

✱ **Prezydent a nie naczelnik.** — Sejmowa komisja konstytucyjna uchwaliła, że najwyższy urzędnik państwowy ma nosić tytuł Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej. Uchwała ta zostanie z radością przyjęta przez wszystkie sfery szczerze republikańskie. Popierana przez nieliczne koła nazwa « naczelnik » z istoty rzeczy łączyła się z pojęciem dyktatury, dyktatury może bardzo pożytecznej za czasów Kościuszki, lecz niedopuszczalnej w normalnem życiu republikańskiego państwa. Uchwalenie « Prezydenta », miejmy nadzieję, będzie zapoczątkowaniem dalszych wytycznych jego władzy, miarkowanych według systemów zachodnio-europejskich a nie według amerykańskiego autokratyzmu, którego skutki dzisiaj oglądamy... Boć faktem jest, że prezydent Wilson miał prawo robić, co mu się podoba, i narzucać, w imieniu Stanów Zjednoczonych swoją wolę na Kongresie... a Senat amerykański ma prawo dzisiaj odrzucać wszystkie zobowiązania i samowolne rządzenie się tegoż prezydenta Wilsona...

✱ **A gdzie nasza Konstytucja ?** — Sejm ustawodawczy, konstytucyjny sejm polski, obraduje już czternasty miesiąc... a polskiej Konstytucji, jak nie ma ! Sejm roztrząsa ciągle dziesiątki całe, mniej lub więcej, nagłych wniosków a Konstytucji nie ma. Zwołany dla opracowania Konstytucji, po czternastu miesiącach, jeszcze tej Konstytucji nie wypracował. Jest to niesłychanie bolesna i ciężka okoliczność, która wywiera zabójczy wpływ na cały ustroj wewnętrzny Rzeczypospolitej naszej.

✱ **Niedola strejkowa.** — Stolica nasza przeżywa ciągle ciężkie dni strasznych, rujnujących ją strejków. Nie ustają one ani na chwilę... Licytacja *in plus* zmienia tylko nazwy zawodów. Podwyższenie płac w jednej dziedzinie powoduje podwyższkę produktu i oboczne bezrobocie na innym krańcu... Zadania natury ekonomicznej jednak łączą się z zacieklą agitacją o podkładzie komunistycznym, dążącym, dowywołania powszechnego strejku, do wywołania zamętu... Oto czytamy świeżo w « Kurjerze Warszawskim »...

« Nie udało się komunistom warszawskim wywołać strajku generalnego, tedy rozpoczęli organizować ferment w piekarniach i młynach Mimo uchwał niepodległościowej rady delegatów robotniczych i wyrażonej przez delegatów ministerjum apro wizacji i min. pracy zgody na podwyższenie płac zasadniczych piekarzom i młynarzom o 100 0/0 i innych dopłat, które miały być ustalone w ciągu bież. tygodnia — komuniści rozესlali swoje « bojówki » i rozpoczęło się rozpędzanie zajętych pracą robotników piekarskich. »

I strejk piekarski wybuchnął. Bochenek chleba pytlowego, który kosztował już 14 marek zniknął. Kto cierpi, kto pada ofiarą ? Oczywiście najuboższych ludzi całe rzesze, ci tylko i przede wszystkim ci, dla których kawałek chleba jest, w dosłownem tego słowa znaczeniu, jedynem pożywieniem...

Tenże « Kurjer » donosi w dniu następnym :

« Obecny strajk piekarski cechuje nieludzka zawziętość, nielicząca się nawet z położeniem nieszczęśliwych chorych w szpitalach. Chodziło o wydelegowanie kilku czy kilkunastu piekarzy dla wypieku w jednej z piekarni chleba wyłącznie dla szpitali i w sprawie tej zwrócono się do Związków pracowników piekarskich, z zastrzeżeniem, że mogą ustanowić nawet kontrolę nad rozwozką chleba.

« Propozycji tej, podyktowanej względami humanitarnymi, panowie piekarze nie uwzględni. Chleb dla chorych w szpitalach musi być wobec tego wypiekany przez urzędników wydziału zaopatrywania.

ODPOWIEDZIALNOŚĆ URZĘDNIKÓW

Ogłoszono ustawę z dnia 30 stycznia 1920 roku w przedmiocie odpowiedzialności urzędników za przestępstwa popełnione z chęci zysku.

Art. 1. Urzędnik winny popełnienia w związku z urzędowaniem i z pogwałceniem obowiązków urzędowych lub służbowych :

1) kradzieży lub przywłaszczenia (sprzeniewierzenia) albo udziału w tychże (art. 51 k. k. ros. z r. 1903, § 5 austr. u. k. z r. 1852, §§ 47—49 niem. k. k. z r. 1871), jeśli mienie, skradzione lub przywłaszczone (sprzeniewierzone), było mu dostępne lub powierzone z powodu służby lub stanowiska służbowego.

2) oszustwa lub udziału w niem (art. 51 k. k. ros. z r. 1903, § 5 austr. u. k. z r. 1852, §§ 47—49 niem. k. k. z r. 1871), jeżeli oszustwo popełniono w ten sposób, że winny w zamiarze osiągnięcia dla siebie lub osoby trzeciej nieprawnej korzyści majątkowej wyrządził innemu szkodę majątkową przez wprowadzenie w błąd lub utrzymywanie w błędzie za pomocą przedstawienia okoliczności fałszywych, albo przekręcania lub ukrywanie prawdziwych —

będzie karany śmiercią przez rozstrzelanie.

Art. 2. Urzędnik winny :

1) przyjęcia bądź podarunku lub innej korzyści majątkowej, bądź obietnicy takiego podarunku lub korzyści majątkowej, danych w zamiarze skłonienia go do pogwałcenia obowiązków urzędowych lub służbowych, albo żądania takiego podarunku lub korzyści majątkowej ;

2) innego przestępstwa służbowego, popełnionego z chęci zysku i z pogwałceniem obowiązków urzędowych lub służbowych w b. dzielnicy rosyjskiej i pruskiej, a w b. dzielnicy austriackiej nadużycia władzy urzędowej, popełnionego z chęci zysku —

będzie karany śmiercią przez rozstrzelanie.

Art. 3. Urzędnik, winny przyjęcia w związku z rozstrzygnianiem spraw urzędowych lub służbowych, bądź podarunku lub innej korzyści majątkowej, bądź obietnicy takiego podarunku lub korzyści majątkowej, danych bez zamiaru skłonienia go do pogwałcenia obowiązków urzędowych lub służbowych, albo żądania takiego podarunku lub korzyści majątkowej — ulegnie karze ciężkiego więzienia (domu karnego) od lat 4 do 15.

Art. 4. W przypadkach mniejszej wagi, lub w razie uznania okoliczności łagodzących, sąd może być wymierzyć za przestępstwa, przewidziane w art. 1 i 2, karę ciężkiego więzienia (domu karnego) od lat 4 do 15, a za przestępstwa, przewidziane w art. 3, karę ciężkiego więzienia (domu karnego) od roku do lat 4.

Dalsze złagodzenie kary jest niedopuszczalne.

Art. 8. Osoby cywilne, winne, w czasie trwania niniejszej ustawy, karygodnego przekupienia urzędnika w celu skłonienia go do popełnienia jednego z przestępstw, przewidzianych w art. 1 lub w punkcie 2 art. 2, w art. 3 niniejszej ustawy, tudzież winne udziału w jednym z tych przestępstw (art. 51 kod. kar. ros. z 1903 r., § 5 austr. ust. k. z 1852 r., §§ 47—49 niem. kod. kar. z 1871 roku), mają podlegać karom na zasadzie tej ustawy i w tym samym trybie postępowania. Osoby te jednak będą wolne od odpowiedzialności karnej, jeżeli przedtem, zanim władza powołana do ścisania dowie się o ich czynie, przyczynią się do wykrycia lub udowodnienia, dokonanego przekupstwa.

Art. 9. Urzędnikiem w rozumieniu ustawy niniejszej jest ten, kogo odpowiednia ustawa karna, w chwili popełnienia przestępstwa, za urzędnika uważa (art. 636 cz. 4 ros. kodeksu karnego z roku

1903, § 101 austr. ustawy karnej z r. 1852 i § 359 niem. kodeksu karnego z r. 1871).

Art. 10. Z pod działania ustawy niniejszej wyjęci są urzędnicy, którzy, w chwili popełnienia przestępstwa, nie ukończyli lat 21.

VON PREUSKER

Jednym z największych zbrodniarzy niemieckich, którzy zamieszczeni zostali na liście przestępców, a których wydania domagają się Aljanci, jest niezawodnie osławiony von Preusker, morderca i podpalacz cichego, bezbronnego Kalisza. Czy zbrodniarza tego dosięgnie ręka sprawiedliwości ludzkiej, niestety, o tem wątpić należy. Sprawiedliwość jest już w rękach dyplomacji a więc staje się jednym więcej tylko narzędziem celów politycznych.

Naoczny świadek klęski Kalisza i sam ofiara barbarzyństwa niemieckiego, Bronisław Szczepankiewicz, b. właściciel spalonej księgarni i redaktor miejscowego *Kurjera Kaliskiego*, któremu wszystko zniszczono, wytrwał na stanowisku, pomimo sędziwego wieku, wielokrotnie zaglądał śmierci oko w oko i ze stoicyzmem pisał pamiętnik pogromu.

Otokilkafrgmentów z tego rękopisu:

— « Kto początek sierpnia 1914 r. spędził w Kaliszu nie zapomni tych chwil do końca życia. Trupy zalegały miasto — dopóki się nie utworzyło koło obohotnicze do osuwania zabitych, ciała ich przed dni kilka leżały tam, gdzie padły. Preusker kłamał — jak i jego towarzysze — obiecując zaniechanie pożogi: nawet ratować domów i mieszkań nie pozwilił. Depesze do Berlina informowały o stanie rzeczy, a z Berlina wskazywały co dalej robić. Miasto zaś płonęło. Bez wiedzy głównego wodza nie byłby go spotkał los tak okrutny.

« W d. 4 sierpnia, z okna mojego ujrzałem szereg ludzi, leżących jeden obok drugiego. Kto szedł ulicą na targ ze wsi, czy miasta po zakupy, musiał się obok kłaść w szeregu na tym żywym moście. Przez dwie godziny spoczywali tak wszyscy w trwodze śmiertelnej, co się z nimi stanie. Kazano im się po tem podnieść z ziemi, ręce wzniesić do góry i wejść do zabudowań straży ogniowej, gdzie ich zamknięto. W szopie przesiedzieli 30 godzin ogłodzicie — bez żadnej przyczyny. Dopiero, gdy Niemcy wyszli z miasta, więźniowie, Bogu ducha winni, wydobyli się z niewoli. »

... » Nie ulega wątpliwości, że Niemcy zajęli Kalisz z powziętym zgóry zamiarem obrócenia go w perzynę. Panna Wiciejewska, nauczycielka, wracając z Zakopanego do Kalisza przez Wrocław opowiedziała mi, że na kolei we Wrocławiu mówiono jej: « Po co pani wraca do Kalisza, kiedy to miasto jest spalone. » Obawa przedwczesna, gdyż p. W. zdążyła przybyć do Kalisza, zanim Niemcy puscili go z dymem. Zkąd we Wrocławiu przewidywano to spalenie Kalisza?

« Pani Zdrojewska chciała uciec przed bombardowaniem, ale miała chorą matkę i nie była w możności zamiaru wykonać, pobiegła więc do Preuskera, prosząc o radę, co ma robić, bo śródmieście było już w ogniu. « Gdzie mieszkanie? » zapytał brutalnie Preusker i rozejrzał się w planie Kalisza... Iść do domu i siedzieć tam: ta dzielnica nie będzie spalona. » A więc inne ulice, położone przed kanałem rzeki Proсны, były z góry skazane na zagładę. Jedną z obywaterek Kalisza przypominam sobie, iż w pierwszym dniu po wkroczeniu wojska do Kalisza, słyszała rozmowę prowadzoną półgłosem przez dwu Niemców; w rozmowie tej ubolewali oni, iż tak piękne miasto będzie musiało być spalone.

« Liczyłem szrapnele, padające na miasto. Raz naliczyłem ich 50, po raz drugi w nocy z d. 7 na 8-my sierpnia granatów 310. Oprócz bombardowania, nawiedzała Kalisz wielokrotnie strzelani-

na z karabinów maszynowych. Ołowiany deszcz padał na nieszczęśliwe miasto, siejąc śmierć wśród mieszkańców.

« Naliczyłem w jednym dniu 17 trupów pod murem kościoła reformatów, w innych dzielnicach miasta legło od strzałów z górą 60 osób. Na rogu ul. Wrocławskiej i Rynku, w mieszkaniu Majera Kapłana, dokąd wstąpiłem, aby sprawdzić wiadomość o popełnionej zbrodni na niewinnych ofiarach, okropny widok przedstawił się moim oczom: w korytarzu leżał trup piekarczyka, na 1-em piętrze 2 trupy, a w innym pokoju, do którego drzwi wyrąbano siekierną, leżały 3 trupy z rozplatanymi czaszkami — a mózg obryzgał dokoła sprzęty. Wśród zabitych znajdowała się kilkoletnia dziewczynka. Była to rodzina Kapłana, którego tegoż dnia, wraz z 9-ciu innymi mieszkańcami, rozstrzelano pod wiatrakami. Jednocześnie miało być zdziesiątkowanych 300 osób wypędzonych z miasta. W sprawie tej przez całą noc biegały depesze pomiędzy Kaliszem i Berlinem: ofiary ustawione w dziesiątki oczekiwały wyniku tej narady telegraficznej.

« Pastwiono się nad nieszczęśliwymi, którzy w okrutnej trwodze czekali na... rozkaz powrotu do domu.

« Preusker motywował swój terror, jako karę za rzekome strzelanie przez mieszkańców do

żołnierzy. Był to fałsz najzupełniejszy. Sekcji zwłok zabitych żołnierzy dokonał lekarz kaliski, dr. Dreszer, który wyjmował kule z ciał i oddawał je asystującemu oficerowi, stojącemu przed nim z wycelowanym do niego rewolwerem w rękę. Okazało się, że wszystkie kule pochodziły z karabinów niemieckich. Kazano widocznie na odległość strzelać jednemu patrolowi armji niemieckiej.

« Rozstrzelać! To było hasło siepacza Preuskera. W chwili, gdy delegacja przyniosła 50.000 rb. kontrybucji, nałożonej na miasto, przyprowadzono jednego stróża, o którym żołnierze zaraportowali, iż był nieposłuszny ich poleceniu. Stróż nie rozumiejąc, o co go oskarżają, schylił się z pokorą do kolan komendanta, a Preusker, jak pies wściekły rzucił się, wyciągnął rękę i zawołał: Rozstrzelać!

« Niemcy mordowali niewinnych, znęcali się nad ofiarami, a żadna zbrodnia nie była potępiona albo ukarana przez Preuskera. Dopuszczali się gwałtów. Znany jest wypadek, jakiemu uległa młoda nauczycielka kaliska, p. S., w wigilię swego ślubu, zniewolona przez niemieckiego oficera zwierza. Nie mogła przeżyć hańby i tego samego dnia otruła się z rozpaczy.

« I przypatrywał się temu siepacz Preusker, kat Kalisza. »

SŁOWACY PRZECIWKO CZECHOM

Deputacja Słowaków wręczyła Komisji międzysojuszniczej następujący memoriał: Każdy naród posiada, na podstawie 13-go punktu zasad pokojowych, prawo samostanowienia. Naród słowacki, jedyny ze wszystkich narodów, nie otrzymał prawa samostanowienia o sobie. Słowakom nie dano możności wypowiedzenia się za przynależnością państwową, nie pytano się ich wcale, w jakim państwie chcą żyć, i pozwolono Czechom ich ujarzmić. Czesi wprowadzili w błąd koalicję, że Słowacy i Czesi to jeden naród o wspólnym języku i wspólnej kulturze i że Słowacy sami proszą o połączenie się z nimi w jedno państwo, co było czystem i wyrachowanym kłamstwem. Czesi zawiedli zaufanie koalicji, nie podali bowiem Słowakom braterskiej dłoni, lecz ujarzmiłi ich i nie dotrzymali umowy, zawartej ze Słowakami w Pittsburgu, okłamując naród słowacki, gdyż, zamiast autonomji, narzucili im hegemonję. W czesko-słowackiej republice najbardziej są uciskani ze wszystkich narodów Słowacy, gdyż Czesi nie uważają ich ani za mniejszość narodowościową ani za naród suwerenny, wogóle nie uważają Słowaków za naród, lecz za rzeszę najmitów i niewolników, których się na polu ekonomicznym w całej pełni wyzyskuje, gnębi pod względem kulturalnym, uciska niesłychanie, pod względem narodowym, znieważa w najwyższym stopniu i wyszydza uczucia religijne. Gnębiony naród słowacki domaga się plebiscytu, któryby zadecydował o naszej niezawisłości państwowej. Nie chcemy do nikogo należeć — ani do Czechów, ani do Węgrów: chcemy niepodległej Słowaczyny. Plebiscyt ma rozstrzygnąć kwestję naszej niezawisłości narodowej, do czego cały naród słowacki dąży i od czego nigdy nie odstąpi. Prosbę naszą prosimy przedłożyć Wysokiej Konferencji pokojowej. Uważając wystąpienie nasze za swój święty obowiązek, ośmielamy się prosić Wysoką Komisję koalicyjną, aby raczyła swoim możliwym wpływem wyjednać uwolnienie naszego wodza — ks. Andrzeja Hlinkę, któremu jedynie za to nałożyli Czesi kajdany, że bezgranicznie kochał swój biedny, przez Czechów ujarzmiiony, naród słowacki.

WALKA O BYT

Na obszarach plebiscytowych a zajętych już przez wojska francuskie, angielskie i włoskie wre straszna, zjadła walka z Niemcami, z Prusakami a cięższa jeszcze z Czechami. Perfidja tych ostatnich, zmierzająca do zagarnięcia polskiej ziemi, polskich bogactw i mrowia polskiego ludu przechodzi wyobrażenie. Prasa polska jest wypełniona alarmującymi wieściami. Nadmiar, w cieszyńskim, rezyduje Komisja, której przedstawiciele mają zgóry widocznie zakreślony plan decydowania. Zachowanie się tej Komisji wywołało protesty Sejmu polskiego i grozi strejkami powszechnym, strejkami całego szkolnictwa polskiego na byłym Śląsku austriackim! Mamy nadzieję, że nadchodzące wiadomości wywołają w Paryżu pożądaną interwencję wyższych władz francuskich.

Międzysojusznicza komisja plebiscytowa w komunikacie oficjalnym, ogłoszonym przed kilku dniami, określiła kompetencje obu prefektów, mianowicie, że obszar na wschód od linii demarkacyjnej podlega prefektowi polskiemu, p. Żurawskiemu, obszar zaś na zachód od tej linii; z wyjątkiem części powiatu frysztackiego, prefektowi czeskiemu, dr. Michalikowi. Dla rewiru karwińskiego postanowiono utworzyć nowe starostwo pod kierownictwem członka komisji aljanckiej i mężów zaufania polskiego, dr. Adameckiego, i czeskiego, p. Barona. Stan ten, przeciw któremu cała ludność nasza protestowała, jako dla nas krzywdzącym i którego nigdy nie uznamy, ma być jeszcze pogorszony, gdyż, jak się dowiadujemy, zamierza komisja aljancka zneutralizować cały powiat frysztacki i utworzyć we Frysztacie mieszane starostwo dla całego powiatu frysztackiego.

Zamiar ten komisji musimy odeprzeć, jako zamięch na nasz stan posiadania jest on dla nasnie do przyjęcia a to ze względów politycznych w chwili, gdy należy się nam rozszerzenie naszej administracji na cały obszar po linję 5 listopada, według ugody paryskiej. Komisja aljancka zamierza jeszcze uszczuplić dotychczasowy obszar administracji polskiej i ograniczyć go tylko do powiatu bielskiego i części cieszyńskiego. Ze względów administracyjnych zamiar komisji nie

wytrzyma w żadnym punkcie krytyki. W skutek całorocznego istnienia linii demarkacyjnej wytworzyły się specjalne stosunki w obu częściach powiatu. W polskiej części powiatu, administracja jest wzorowo uporządkowana, podczas gdy po stronie czeskiej jest inaczej choćby tylko dlatego, że czesi musieli tam administrację improvisedować dopiero, a natrafili przytem na opór bierny ludności. Przywrócenie karwińskiego pod administrację starostwa frysztackiego nie pociągnęłoby za sobą żadnego zamieszania, gdyż byłby powrót do starego stanu rzeczy, łączenie jednak obu części powiatu w formie jakiegoś centralnego starostwa oderwanego od administracji polskiej, byłoby nowym zamieszczeniem w stosunkach administracyjnych, początkiem złośliwego chaosu, z którego trudno byłoby się wydobyć. Jak już zaznaczyliśmy, fakt utworzenia starostwa karwińskiego uznana ludność polska, jako akt wrogi dla siebie, obecny zamiar komisji to już istotna prowokacja dla nas. Rozumielibyśmy, gdyby jeszcze komisja aljancka, jeśli już chciała rozszerzyć twój swój karwiński, rozciągnęła to neutralne starostwo na cały okręg polsko-ostrowski na okazanie, że tworzy je kosztem nie tylko polskiej, ale i czeskiej administracji, przeciwnie jednak, komisja rozszerza je, ale w kierunku Frysztatu. *Dziennik Cieszyński* domaga się oddelegata rządu polskiego, p. Zamorskiego, aby na takie postawienie kwestji nigdy się nie zgodził i imieniem rządu stwierdził, że w razie, gdyby komisja zamiar swój chciała przeprowadzić, byłoby to okazaniem z jej strony złej woli, wobec czego ze strony polskiej musiałyby być wyciągnięte odpowiednie konsekwencje.

Przy zmianie adresu należy przesłać do Administracji POLONII pięćdziesiąt centimów (50 cent.) markami na koszt wydrukowania nowych opasek.

✿ Nowo banknoty.

Polska Krajowa Kasa Pożyczkowa zawiadamia, że od dnia 25 lutego r. b. będą puszczone w obieg nowe bilety Polskiej Krajowej Kasy Pożyczkowej wartości 100 i 1.000 marek polskich. Bilety noszą datę 23 sierpnia 1919 r.

Całość biletu 100 markowego jest utrzymana w kolorze ciemno-niebieskim, niektóre szczegóły w kolorze brązowym. Na przedniej stronie jest podobizna Tadeusza Kościuszki, zwróconego twarzą ku stronie lewej, w kolorze jasno-niebieskim. Nad portretem, orzeł polski w ciemno-niebieskiej tarczy. Odwrotna strona biletu 100-markowego jest utrzymana w tych samych kolorach, t. j. ciemno-niebieskim i brązowym. Bilet wydrukowany jest na papierze białym z wodnym znakiem. Format biletu jest nieco mniejszy od formatu będących w obiegu dotychczasowych biletów 100-markowych, mianowicie wynosi 10,8 × 17,4 cm. Bilet 1.000-markowy, na stronie przedniej, ma zasadniczy kolor ciemnofioletowy, z brązowym dla szczegółów. Po prawej stronie, podobizna Kościuszki, zwróconego twarzą ku stronie lewej, w kolorze fioletowym. Portret otoczony jest obramowaniem ciemnofioletowym, w dolnej części którego mieści się cyfra « 1.000 » w jasno-piaskowym kolorze. Po prawej stronie podobizny — poza obramowaniem — rzeź polski. Odwrotna strona biletu jest utrzymana w tych samych kolorach, t. j. w ciemnofioletowym i brązowym. Bilet wydrukowany jest na papierze białym z wodnym znakiem. Format biletu jest nieco większy od formatu będących w obiegu dotychczasowych biletów 1.000-markowych, a mianowicie wynosi 13 i pół × 21 i pół cm.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU

NOWINY POLITYCZNE

= Kwestje rzymskie.

P. Wl. Rabski w doskonale ujętym artykule zwraca uwagę na oziębienie dla nas włoskich sympatji, wskutek nie dość delikatnego, ze strony sfer polskich, różniczkowania Kwirynału z Watykanem. Ostatnie manifestacje watykańsko-polskie miały, rzekomo, w stosunku do Kwirynału, zbyt silny charakter polityczny. Należy mieć przekonanie, że jest to raczej przejściowe nieporozumienie. Naród polski bowiem żywił i żywić będzie zawsze najgłębszą przyjaźń dla całego narodu włoskiego, bez żadnej myśli mieszaną się do sporów, zachodzących między Watykanem i Kwirynałem. Dla Watykanu ma cześć, jako dla swej hierarchji kościelnej, ma przywiązanie synowskie, lecz religię swą umiłowaną stawia poza polityką.

POLACY W HISZPANJI

Wojna światowa całe gromady polaków rzuciła również za Pireneje, do Hiszpanji. Okolice San-Sebastjan liczyły ich spory zastęp. Obecnie, jak w San-Sebastjan, kolonja polska zmniejszyła się znacznie. Wielu rodaków już zdołało powrócić do kraju, wielu jednak trwa jeszcze, bo albo już nie może albo nie chce rozstać się z ruletą... jedyną nadzieją zrobienia kolosalnej fortuny... Los tych nieszczęśliwców jest nadwyrzaz oplakany.

Spora jednak garść polaków, dzięki staraniom i inicjatywie delegata naszego konsularnego a właściciela kopalni i fabryki, p. Liljensterna, wzięła się do pracy i dostała się nawet na dość znaczne stanowiska dyrektorów, reprezentantów i. t. p. Wogóle można rzec, iż jeno ci nie mają pracy, którzy pracować nie chcą, gdyż p. L. każdemu chętnemu śpieszy z pomocą, aby mu zapewnić możność uczciwej egzystencji. Ta obywatelska działalność p. Liljensterna znalazła nawet najżywsze uznanie nie tylko władz hiszpańskich ale i miejscowej ludności, która nie szczędzi mu ani słów uznania, ani honorów i zaszczytów.

Ruch emigracyjny polski, który po wojnie niezawodnie znów się zacznie powoli, ma tutaj utworzone drogi. Pracy tutaj dla polaków nie zabraknie i pracy wdzięczniejszej może niż za oceanem, bo bliższej kraju i wśród przyjaznego nam społeczeństwa.

A. H.

NEKROLOGJA

† W Nicei, zmarł Ludwik hr. Skarżyński, przed wojną członek Międzynarodowej Komisji walki z alkoholem, niegdy prezes Kuratorium trzeźwości w Warszawie, były urzędnik rosyjskiego ministerjum finansów, autor wielu cennych prac z zakresu kwestji, związanych z trzeźwością, z zastosowaniem alkoholu w przemyśle, osobistość wybitna, znana w szerokich kołach polskich, francuskich, angielskich i amerykańskich. L. hr. Skarżyński, do wybuchu wojny, przebywał stale w Paryżu, gdzie stał na czele biura międzynarodowego. Wojna zniewoliła go do powrotu do Petersburga, rewolucja rzuciła znów na bruk Londynu, skąd schorowany wyjechał do Nicei. Jako człowiek głęboko religijny, osiadł był w klasztorze i tam, na rękach kapłana polskiego, ks. Borodzieża, życia dokonał. S. p. Skarżyński należał do ludzi wczorajszej doby, stąd trudno było mu się oswoić z przewartościowaniem całkowitem postulatów, w których

się wychował. Był człowiekiem bardzo ofiarnym, wspierał zawsze chętnie rodaków a pod chłodem oficjalnego przedstawiciela ministerjum rosyjskiego finansów, krył duszę szczerze polską i żarliwie katolicką.

Prace jego naukowe poprzedzali przedmowami tacy wybitni działacze, jak dzisiejszy prezydent Rzeczypospolitej, Paul Deschanel, jak Leon Bourgeois.

Ludwik Skarżyński był synem Bogumiła, hrabiego papieskiego, i Wandy z Sulatyckich, z małżeństwa swego z Zofją hr. Starzyńską pozostawił syna jedynaka, który był służył w dyplomacji i zajmował stanowisko attaché przy poselstwie w Abissynji.

Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 5 po południu.

KRONIKA

◊ Uzupełnienie.

Komitet Pań Polskich, który był zorganizował Gwiazdkę dla żołnierzy polskich we Francji prosi nas o zaznaczenie, że dużą część ciepłej bielizny ofiarował Mu w tym celu Czerwony Krzyż Polski a zapasy żywności dostarczyła Komisja zakupów generała Pomiankowskiego.

◊ Osobiste.

W przejeździe z Warszawy do Cannes, bawiła w Paryżu pani Hortensja Lewentalowa, współwłaścicielka « Kurjera Warszawskiego », znakomita działaczka społeczna. Pani L. udała się na Rivierę dla poratowania zdrowia.

Bawi w Paryżu wybitny przewodnik Emigracji polskiej w Ameryce, finansista z Buffalo, p. M. M. Nowak.

Przejeżdża nad Sekwanę p. Chmieliński, dyrektor znanego banku w Bostonie. Towarzyszy mu w podróży p. Włodzimierz Szaniawski, były wolontariusz polski, członek delegacji polskiej do Ameryki, który był tyle zasług położył przy formowaniu zastępów polskich w Stanach Zjednoczonych.

Konsul polski w Strasburgu, p. Jan Dereziński, bawi w Warszawie.

◊ W sprawie reklamacji.

Otrzymaliśmy kilkanaście naraz reklamacji z powodu wstrzymania wysyłki « *Polonii* ». Poczujemy się do obowiązku zaznaczenia raz jeszcze, iż, nie mając możliwości przekonania się, czy dawny, nasz prenumeratorka nadal przebywa pod tym samym adresem, czy nie wyjechał, musimy, po pewnym czasie, przerywać wysyłanie « *Polonii* »... A dalej, nie otrzymując wiadomości, nie chcemy się narzucać, obawiamy się być natrętami... Jest to kwestja drażliwa dla nas, bo obocześnie dzisiaj jeden numer « *Polonii* » kosztuje nas więcej niż przed wojną cztery!... Najprostszym rozstrzygnięciem jest wysłanie szybkie prenumeraty...

◊ Koncert Wandy Landowskiej.

Przypominamy, że znakomita pianistka i klawikordzistka polska wystąpi w dniu 4 marca z własnym koncertem w Sali Pleyela. P. Landowska przybywa z Hiszpanji, gdzie święciła prawdziwe a zasłużone tryumfy. Znakomitą artystkę niewątpliwie czeka i w znanym Jej dobrze Paryżu równe powodzenie.

Wszystkim rodakom przypominamy o dniu czwartym marca.

◊ Prosimy.

Wszystkich przyjaciół naszego pisma prosimy o nadsyłanie nam adresów Polaków, którym moglibyśmy wysłać próbne numery POLONII.

KONSULAT POLSKI W MARSYLJI

Konsulat Polski w Marsylii (4, boulevard des Chalets de Nice) wzywa wszystkich obywateli polskich, zamieszkałych w departamentach *Bouche-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Vaucluse, Lozère, Ardèche, Gard, Hérault, Aude, Tarn, Haute-Garonne, Ariège, Pyrénées-Orientales, Drôme, Hautes-Alpes, Aveyron, Tarn-et-Garonne, Lot, Corse, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Hautes-Pyrénées Basses-Pyrénées*, znajdujących się w wieku popisowym, to jest urodzonych w latach 1896, 1897, 1898, 1899, 1900 i 1901, aby bezzwłocznie podali Konsulatowi swój adres oraz rok i miejsce urodzenia. Uchylający się od tego obowiązku narażą się na wszelkie, płynące stąd a prawem przewidziane, następstwa.

Poszukiwani.

Poszukujemy artystę-malarza, Abgarowicza, zamieszkałego ostatnio przy ul. Campagne-Prémière, 9, a który był zaciągnięty do Wojska polskiego we Francji i w następstwie był umieszczony w szpitalu dla umysłowo chorych. Wszyscy, którzy by mieli o nim wiadomość, raczą zawiadomić o tem redakcję POLONII.

Poszukujemy Piotra Kwiatkowskiego, kupca, rodem z Księstwa Poznańskiego, liczącego lat 47, który, w czasie wojny, był internowany, jako jeńiec cywilny, a który, w czerwcu roku 1918, znajdował się w obozie w Kerloir, Morbihan. Osoby, mogące o Piotrze Kwiatkowskim udzielić jakiegokolwiek informacji proszone są o nadesłanie jej do redakcji POLONII.

Zwracamy uwagę.

Zwracamy uwagę wszystkich rodaków, zamieszkałych w południowych departamentach Francji, na ogłoszenie Konsulatu Polskiego w Marsylii o powołaniu popisowych do wojska.

Jak się jedzie « Orient-Expressem ».

Pisaliśmy na tem miejscu, że pociągi, tak zwane, dyplomatyczne, kursujące trzy razy na tydzień między Warszawą a Paryżem, zostały zamienione na zwykłe pociągi *blitzkawiczne*, które prowadzi Kompanja Wagonów Sypialnych... Od przybyłego takim pociągiem rodaka otrzymujemy garść szczegółów...

Orient-Expresz stał się dzisiaj humbgiem, narażającym podróżnych na tysiące przykrości... Z chwilą, gdy zabrakło w tych pociągach straży francuskiej, dzieją się rzeczy trudne do wiary... Oto dane...

W Warszawie, kupuje się bilet do Bogumina... W Boguminie, sympatyczni nasi pobratymcy wyrzucają bagaże na peron, poddają je wścieklej rewizji i nakazują kupować bilety do Ludenburga i opłacać za bagaże pieniędzmi czeskiemi... Franków francuskich nie przyjmują nawet francuskim generałom!... Pociąg rusza do Ludenburga, tutaj znów wyrzucenie bagażów, rewizja i przymus wykupienia biletów do Buchs, do granicy szwajcarskiej, połączony z nową ekspedycją bagażu i żądaniem... koron austriackich... W Buchs, szwajcarzy znów wyrzucają wszystko i wszystkich z pociągu « bezpośrednio » i znów każą sobie płacić za wszystko we frankach szwajcarskich!... Bilety jednak sprzedają do Paryża... Lecz na granicy francuskiej, następuje nowa rewizja i dodatkowa rewizja sanitarna... Wobec zmian pieniędzy a raczej dowolnego kursu pieniędzy, dyktowanego podróżnym... przejazd kosztuje, bez życia, okragle *osmset sześćdziesiąt franków!*...

Ostrzegamy wszystkich rodaków przed podróżą temi « expressami ». Szykan więcej niż przez Niemcy i pieniędzy więcej!!

Jeżeli rząd francuski nie zareaguje na przedłożenia rządu polskiego, no to komunikacja bezpośrednia między Warszawą a Paryżem zejdzie do operetkowych tematów...

BANK ZWIĄZKU SPÓLEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały : w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie i Lublinie.

Zabawia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzmian za franki, wpłacone na jego rachunek w **BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.**

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia « Commission des Changes ».

Bliższych informacji udziela Administracja « POLONII », 3 bis, rue La Bruyère, pomiędzy 4 — 5 pp.



FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél. : Elysée 21-46

Produits Pharmaceutiques et Chimiques
Herboristerie - Alcaloïdes

Pierre de Nankine, Lowenfeld & C^{ie}

9, rue Richepanse, PARIS (VIII^e)

Tél. : Central 06-27

ZAKŁAD MEBLOWO-TAPICERSKI

S. GUTTMAYER 4, avenue Bosquet
PARIS (VII^e)

Podje muje się wszelkich robót dekoracyjnych
Odnawia meble starożytne

HENRYK HUT wielki wybór wyrobów
Kućnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél. : Trudaine 61-91

Ostrzegamy.

Wszystkich rodaków, jadących do Polski przez Szwajcarię, ostrzegamy, że do otrzymania wizy szwajcarskiej... potrzebne są jeszcze dwie fotografie... Szwajcaria bowiem, w dalszym ciągu, jako państwo neutralne, kolekcjonuje podobizny ludzkie... O tem należy pamiętać, bo brak fotografii, po złożeniu ich już blisko tuzina różnym urzędom, w ostatniej chwili, naraża na zwłokę...

Giełda Warszawska podaje ostatnio następujący kurs pieniędzy :

Ruble carskie w pięćsetkach.	178 » — 175 »
Ruble w setkach.	170 » — 171 »
Ruble dumskie w tysiącach.	54 » — 44 »
Ruble dumskie po 250.	40 » — 41 »
Franki francuskie.	11 15 — 11 »
» szwajcarskie.	25 » — 25 50
Funty angielskie.	530 » — 528 »
Dolary amerykańskie.	162 » — 161 »
Leje rumuńskie.	2 10
Marki niemieckie.	172 » — 173 »

ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART
J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci. drogo meble starożytne,
bronzę, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MEŹKI
20, B⁴ Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel **B. BRZESKI**

Fotografie artystyczne i paszportowe

BIENENFELD JACQUES

KUPUJE : Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

**WAZNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE
W PARYŻU**

Legacja Polska (ambasada), 11 bis, avenue Kléber
Telefon : Passy 13-68.

Delegacja Polska, 15, avenue George-V. Telef. Elysée
19-86; 19-87; 19-88.

Polska Misja Wojskowa zakupów, 15, avenue d'Iéna.
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-34.

Polski Konsulat Generalny, 3, rue Godot-de-Mauroy.
Telef. Louvre 11-86. Paszporty wydaje od 9-12 i
od 2-5.

Attaché wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de
Chanaleilles. Telef. Saxe 76 76.

Biuro Repatrjacji, 4, rue de Chanaleilles.
Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od
do 4 pp.

Opieka Polska (dobroczynność), 6, quai d'Orléans,
od 1 do 4 pp.

Księgarnia Polska « POLONIA », 3 bis, rue La
Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon : Trudaine 61-42.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.